

Contribution du Département des Hauts-de-Seine à la consultation publique sur le projet de recommandation de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et Postales relative aux modalités de l'accès aux lignes à très haut débit en fibre optique pour les immeubles de moins de 12 logements ou locaux à usage professionnel des zones très denses

Préambule :

Dès 2005, le Département des Hauts-de-Seine, s'est fixé une double ambition :

- de compétitivité et d'attractivité de son tissu économique
- d'universalité du Très Haut Débit sur son territoire

C'est pourquoi, il s'est engagé dès 2007 dans une démarche pionnière d'aménagement numérique exhaustif de son territoire en lançant le projet THDSeine.

Ce programme exemplaire a été validé par toutes les instances auxquelles il a été soumis (juridictions nationales, Commission Européenne, Tribunal de l'Union Européenne).

Toutes les oppositions que le Département a dû affronter au cours de ces dernières années, pour permettre le succès du projet, et le degré d'avancement de celui-ci, RIP le plus abouti à l'heure actuelle, lui confèrent une légitimité particulière pour s'exprimer sur le projet de recommandation rédigé par l'ARCEP.

Ceci étant exposé, le Département formule ci-après ses remarques et commentaires sur le projet de recommandation formulée par l'ARCEP.

1. Introduction

1.b. Objets et processus

L'ARCEP indique à la page 6 :

En effet, si les opérateurs disposent à ce jour de plusieurs possibilités opérationnelles pour desservir ces immeubles, seuls certains opérateurs ont intégré une ou plusieurs de ces solutions techniques dans leurs offres d'accès et ont commencé les déploiements. Les faibles irréversibilités sur le terrain sont donc limitées et le présent projet de recommandation ne devrait pas remettre en cause les investissements déjà effectués par les opérateurs.

Au contraire, compte-tenu du degré d'avancement des déploiements dans les zones très denses en dehors des poches de basse densité, l'ensemble des acteurs du secteur s'accordent sur la nécessité de clarifier les conditions de la mutualisation pour les petits immeubles des zones très denses hors des poches de basse densité, qui représentent environ 1,8 million de logements.

Éléments de réponse produits par le Département des Hauts-de-Seine

Tel qu'anticipé par le Département des Hauts-de-Seine, et ce dès 2006, les opérateurs privés n'ont pas déployé les zones les moins rentables du territoire, à savoir les zones qui sont devenues en 2011 les poches de basse densité et les zones majoritairement pavillonnaires ou constituées de petits immeubles, objet de la consultation en cours.

Toutefois, si les opérateurs privés n'ont pas réalisé de déploiements, Sequalum en sa qualité de Déléataire de service public, a réalisé des déploiements importants sur ces zones délaissées par les opérateurs : NRO, réseau horizontal, colonnes montantes, concertations et études d'implantation des PM de zones, début des déploiements de ces PM de zones.

Le Département des Hauts-de-Seine partage l'analyse de l'Autorité sur le fait que les déploiements du réseau public THDSeine peuvent être considérés comme **des irréversibilités faibles à l'échelle nationale**, mais insiste sur le fait qu'ils **doivent être considérés comme des irréversibilités majeures à l'échelle du département et donc du projet.**

Compte-tenu de l'impact qu'aurait une obligation de modification de ces éléments déjà acquis sur le coût des déploiements et des fonds publics déjà engagés pour réaliser notamment ces études, **le Département sollicite de l'ARCEP qu'une exception pour les zones sur lesquelles des études ont déjà été finalisées soit prévue.** Pour apprécier le stade d'avancement des études qui autoriseraient la mise en œuvre de cette dérogation, les éléments suivants pourraient être pris en compte :

- Etudes de moins de 6 mois
- Echanges avec d'autres opérateurs déjà intervenus
- Au moins 2 étapes de concertation avec les communes effectuées (présentation initiale + modification suite aux remarques des services)

Si ces éléments sont réunis à la date d'entrée en vigueur de la future recommandation de l'Autorité, l'exception pourrait être accordée. Cette exception permettrait avant tout de ne pas stopper les déploiements.

2. Localisation des points de mutualisation

2.b. Choix de la taille du point de mutualisation selon la structure du bâti

L'ARCEP indique à la page 8 :

Par conséquent, l'Autorité estime qu'une taille minimale de point de mutualisation de 100 logements serait généralement pertinente.

L'ARCEP indique à la page 9 :

Ainsi, raccorder un ou deux immeubles de moins de 12 logements, situés dans une rue uniquement constituée d'immeubles d'au moins 12 logements, à un point de mutualisation rassemblant 100 lignes, ne semble pas être la solution la plus efficace. En effet, d'une part, l'ensemble des opérateurs tiers devront, quelle que soit la solution retenue pour ces petits immeubles, déployer un réseau capillaire dans la rue pour aller se raccorder à chacun des points de mutualisation situés en pied d'immeuble pour les immeubles d'au moins 12 logements, et, d'autre part, le linéaire horizontal de réseau à déployer pour rassembler 100 lignes à ce point de mutualisation pourrait créer d'importantes inefficacités de nature à déséquilibrer l'équation économique de raccordement de ce point de mutualisation pour les opérateurs tiers.

Cela conduit donc à recommander que, dans des cas particuliers liés notamment à la structure de l'habitat, le recours à de plus petits points de mutualisation soit envisagé, par exemple en chambre de génie civil, en façade ou en borne.

Éléments de réponse produits par le Département des Hauts-de-Seine

Le Département tient à rappeler que dès 2011, dans sa recommandation du 14 juin 2011, l'Autorité a admis que (Article 4) :

« Les immeubles de moins de 12 logements des zones très denses se situant en dehors des poches de basse densité ne constituent pas une catégorie parfaitement homogène permettant de recommander une unique modalité opérationnelle d'accès aux lignes à très haut débit en fibre optique. Toutefois, une grande majorité d'acteurs (opérateurs et collectivités territoriales) ont souligné que, si la présente recommandation devait retenir un trop grand nombre de sous-catégories afin de répondre à toutes les spécificités de l'habitat, elle induirait une complexité telle qu'elle serait difficile à mettre en œuvre. »

Le Département partage effectivement l'avis de l'Autorité sur l'inefficacité d'un trop grand nombre de sous-catégories. Toutefois le Département considère qu'une seule et unique catégorie n'apporte pas assez de souplesse et conduit également à l'inefficacité des déploiements.

Il semble opportun d'intégrer plusieurs catégories, pour sa part le Département en propose 3, au vu des études réalisées par Sequalum, présentées à plusieurs communes du Département. En fixant une règle unique, le Département craint que l'étude au cas par cas devienne la règle et non plus l'exception.

En outre, ces cas spécifiques ne doivent pas s'entendre uniquement pour les solutions techniques de chambre de génie civil, en façade ou en borne, mais doivent être étendues également aux armoires de rue. Le fait de poser des armoires plus grandes, permettra *in fine* de déployer moins d'armoire, ce qui répond à une demande exprimée par les élus de limiter l'implantation de mobiliers urbains sur le domaine public.

Le Département a procédé, avec l'appui de son délégataire, à 2 études de cas sur les communes de Courbevoie et Sèvres. Les résultats de ses études sont présentés ci-dessous.

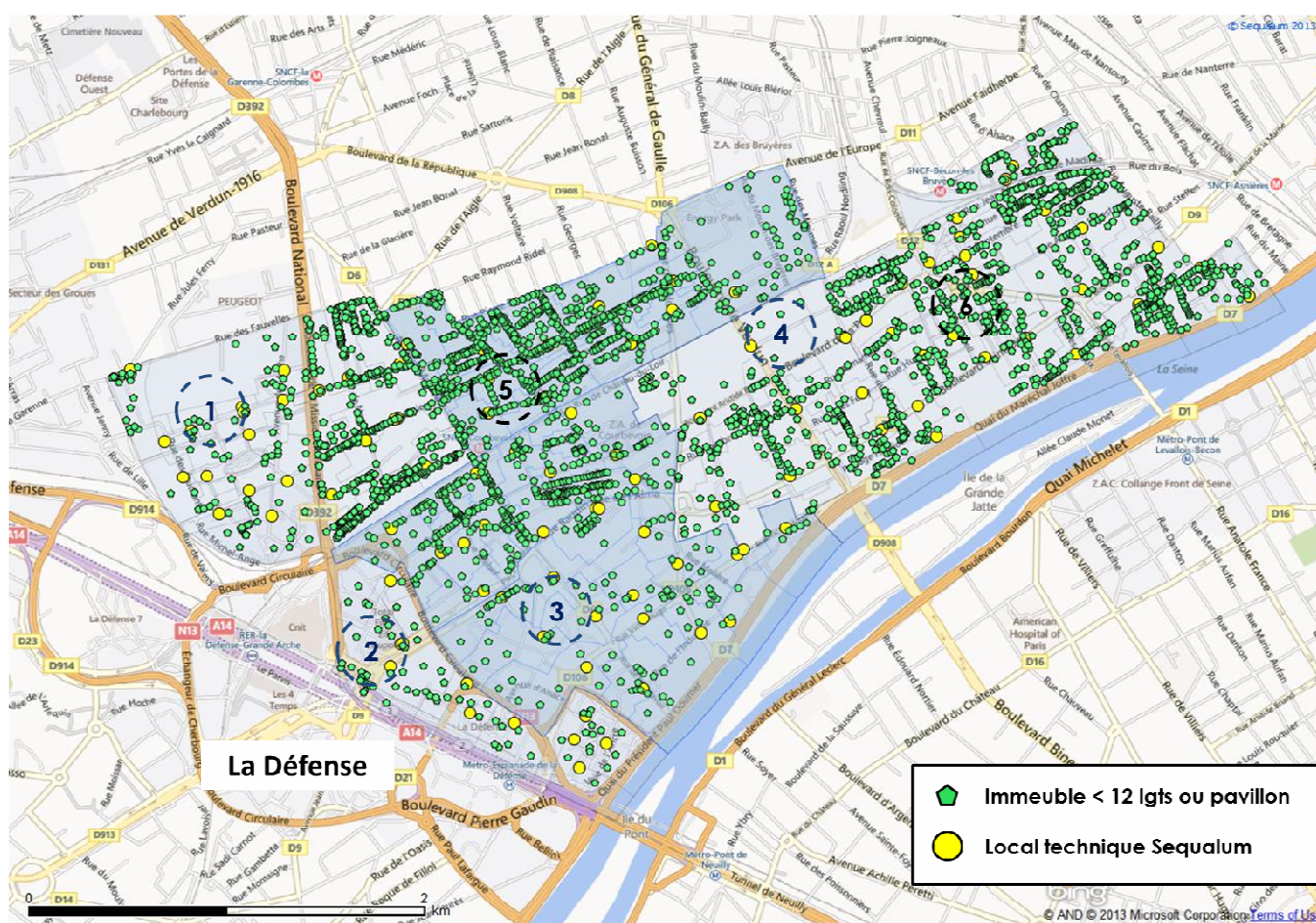
Il convient de rappeler que trois types de paysage urbain se dessinent sur le territoire alto-séquanais :

- Les villes très denses (densité supérieure ou égale à 15 000 habitants par km²) caractérisées par un habitat collectif très majoritaire assimilable au tissu parisien, et des pavillons ou petits immeubles dispersés au sein de grands ensembles immobiliers (cas de Levallois-Perret, Montrouge ou Courbevoie par exemple);
- Des villes à habitat mixte où la commune est quasiment segmentée en deux parties disjointes et complémentaires (densité entre 15 000 et 5 000 habitants par km²) : une zone d'habitat collectif généralement social à forte densité et une zone pavillonnaire (cas de Chatenay-Malabry, Colombes ou Villeneuve la Garenne par exemple) ;
- Des villes essentiellement à habitat pavillonnaire ou en petits immeubles (densité < 5 000 habitants par km²) où les immeubles collectifs d'au moins 12 logements sont distribués au milieu des ensembles pavillonnaires (Marnes la Coquette, Vaucresson ou Ville-d'Avray par exemple) et qui ont été pour partie classées par l'ARCEP en Poche de Basse Densité dans le cadre de sa recommandation du 14 juin 2011.

Sur la commune de Courbevoie, les pavillons et petits immeubles représentent de l'ordre de 11% des prises, contre 66% pour les très grands immeubles (>24 logements) et 23% pour les grands immeubles (12 à 23 logements).

Ces petits immeubles sont globalement répartis sur toute la commune, avec pour certains quartiers, notamment autour du quartier d'affaires de la Défense, une implantation plus faible :

- Les zones 5 et 6 comptent des petits immeubles globalement répartis sur tout le linéaire des rues concernées
- Les zones 1, 2, 3 et 4 comptent des petits immeubles parsemés sur le linéaire des rues concernées



Il est dès lors assez compréhensible que sur des typologies aussi différentes, les solutions de déploiements retenues soient différentes :

- Sur les zones 1, 2, 3 et 4

Ces zones comptent beaucoup de grands voire très grands immeubles

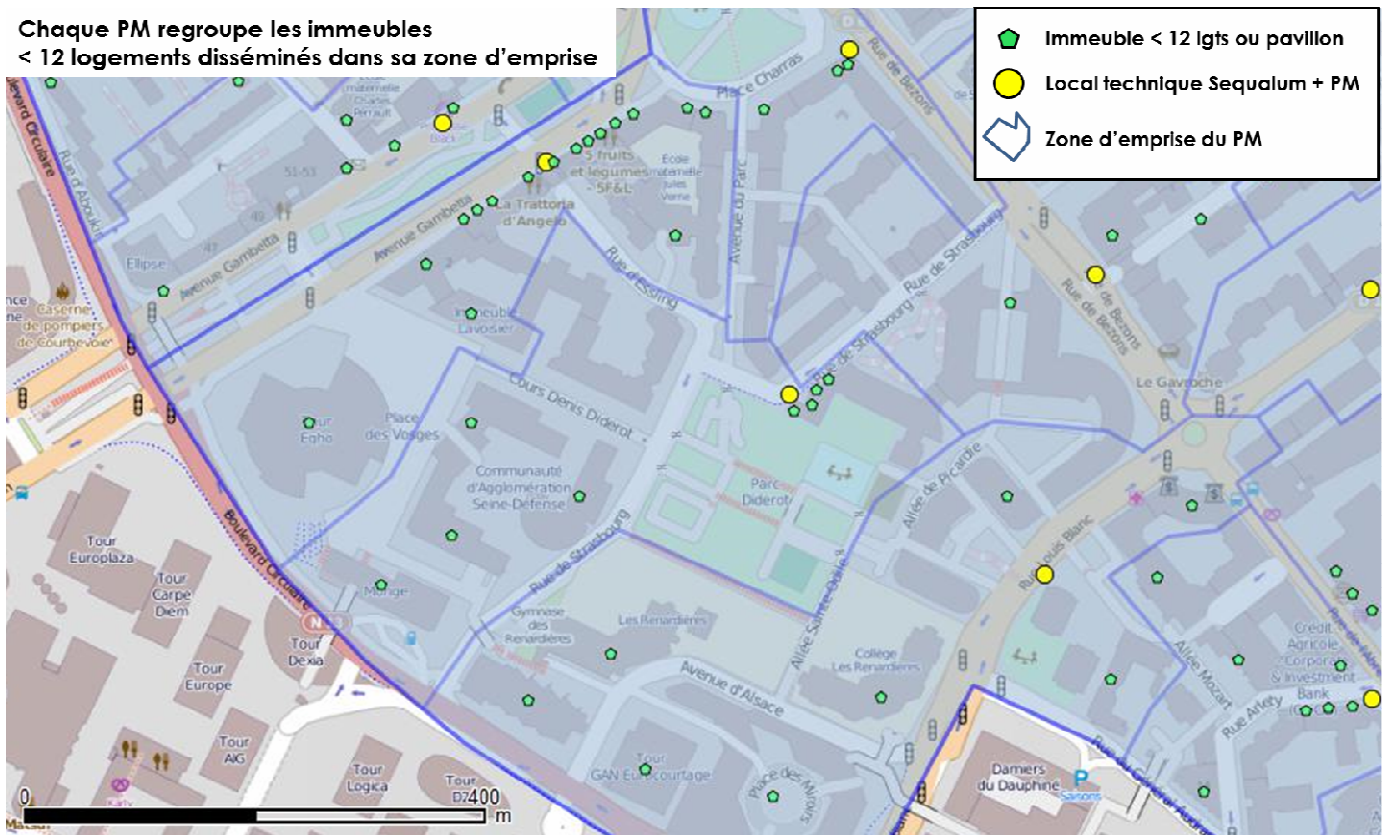
Les opérateurs ont d'ores et déjà déployés leurs réseaux horizontaux pour raccorder les PM d'immeubles

Il est économiquement plus efficace de concentrer de petits volumes de logements sur des PM très facilement raccordables par les opérateurs commerciaux, par exemple des « PM regroupant plusieurs rues »

→ des PM plus petits (<75 logements) semblent plus appropriés à la collecte des immeubles de moins de 12 logements.

Zoom sur la zone 3

**Chaque PM regroupe les immeubles
< 12 logements disséminés dans sa zone d'emprise**



- Sur les zones 5 et 6

Les opérateurs ont d'ores et déjà déployés leurs réseaux horizontaux pour raccorder les PM d'immeubles

Il est économiquement plus efficace de concentrer des volumes de logements moyens sur des PM très facilement raccordables par les opérateurs commerciaux, par exemple un « PM par rue »

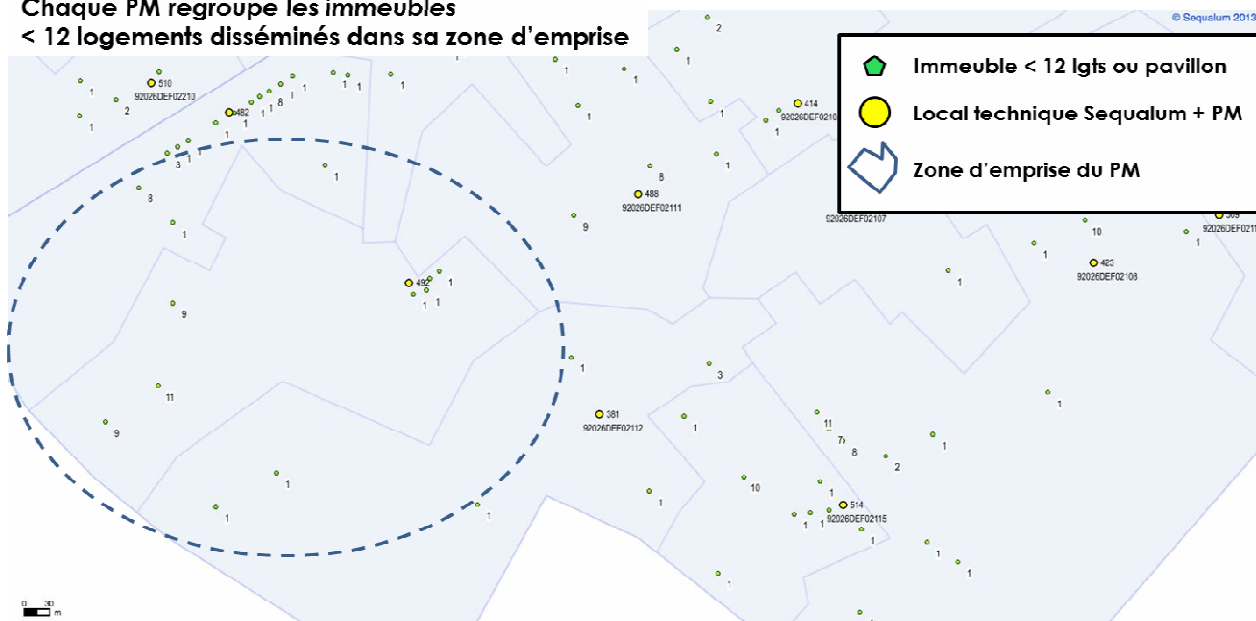
➔ des PM moyens (100 à 150 logements) semblent plus appropriés à la collecte des immeubles de moins de 12 logements.

Plus précisément, l'analyse détaillée du PM au centre du zoom nous donne :

- Nb prises de la zone arrière SRO2 : 492 prises
- Dont prises dans des immeubles de moins de 12 prises (logements ou locaux à usage professionnel) :
 - 8 immeubles de moins de 12 prises
 - 33 prises au total, soit 7% des prises de la zone arrière

Zoom détaillée sur la zone 3

Chaque PM regroupe les immeubles
< 12 logements disséminés dans sa zone d'emprise

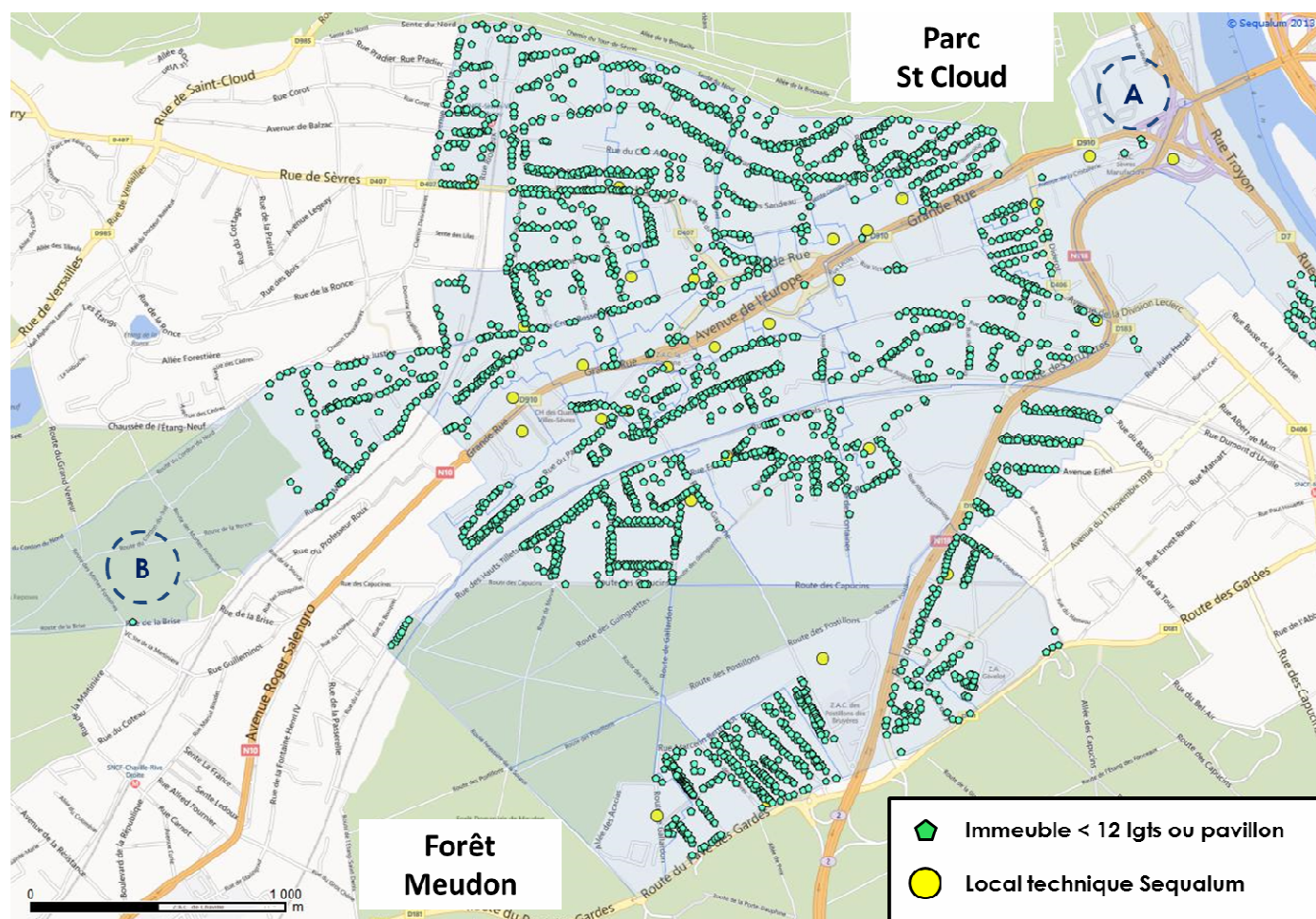


Ce cas représentatif montre qu'il y a très peu de prises situées dans des immeubles de moins de 12 logements sur la zone arrière SRO2. Cette situation peut être constatée sur l'ensemble des SRO2 présentées sur ce zoom de la zone 3. La mise en place de PM 100 conduirait à déployer des zones d'emprise trop importantes.

En conséquence, il serait plus efficace économiquement de raccorder ces prises par un PM de petite taille (75 prises) plutôt que par un PM 100.

Sur la commune de Sèvres, les pavillons et petits immeubles représentent de l'ordre de 33% des prises, contre 50% pour les très grands immeubles (>24 logements) et 17% pour les grands immeubles (12 à 23 logements).

Ces petits immeubles sont globalement répartis sur toute la commune, hormis quelques exceptions (zones A et B) très confidentielles.



Il est dès lors assez compréhensible que sur cette typologie d'habitat, la solution de déploiements retenue soit homogène (hormis sur les 2 cas spécifiques) :

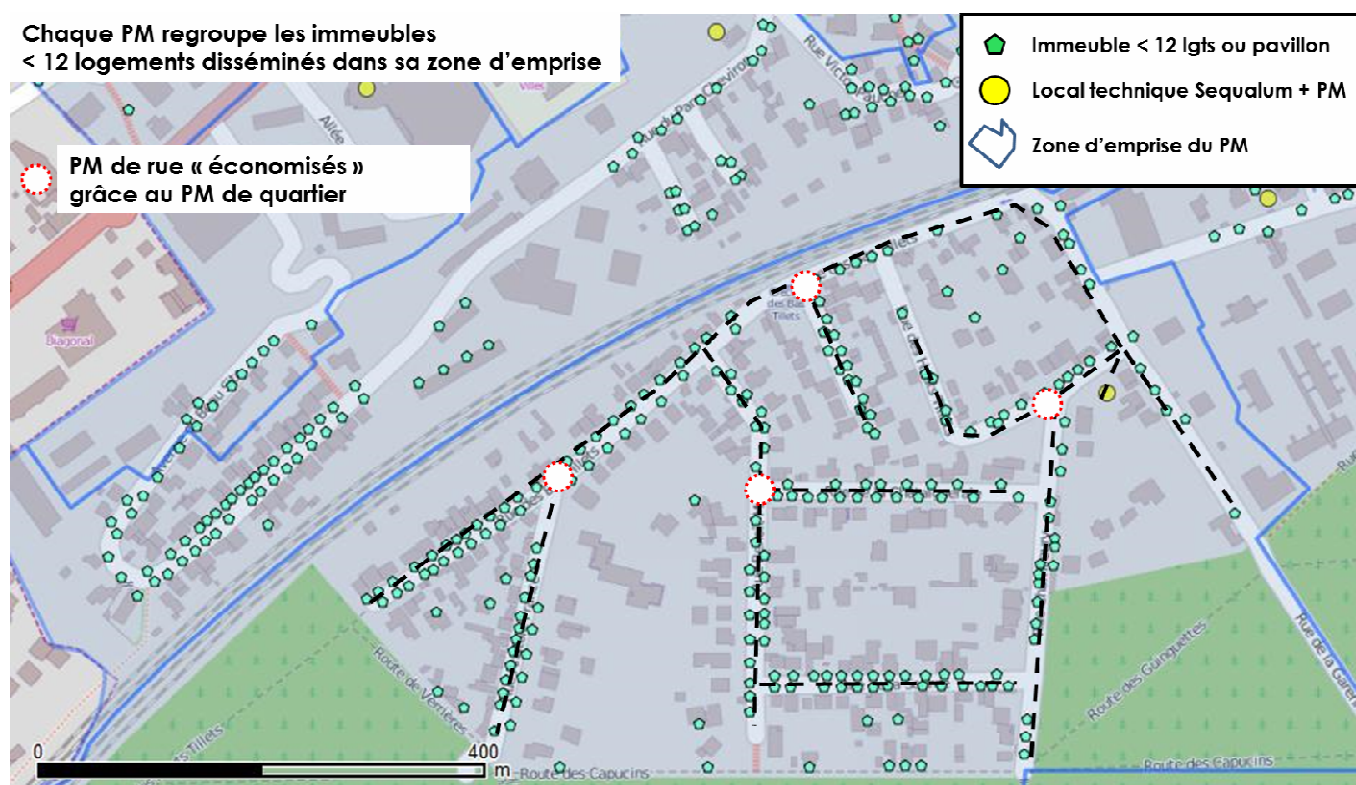
Les opérateurs ont d'ores et déjà déployés leurs réseaux horizontaux pour raccorder les PM d'immeubles

Il est économiquement plus efficace de concentrer des volumes de logements sur des PM facilement raccordables par les opérateurs commerciaux, sans pour autant les contraindre à multiplier les adductions, avec par exemple un « PM de quartier »

→ des PM moyens à grands (150 à 300 logements) semblent plus appropriés à la collecte des immeubles de moins de 12 logements

Zoom sur le centre de la commune

Chaque PM regroupe les immeubles
< 12 logements disséminés dans sa zone d'emprise



Il convient de préciser que Sequalum peut regrouper de 1 à 2 grands PM sur un seul de ses SRO2 (de l'ordre de 500 lignes), ce qui permet d'accentuer l'efficacité économique au profit des opérateurs mais également de concentrer les armoires de rue implantées sur le domaine public.

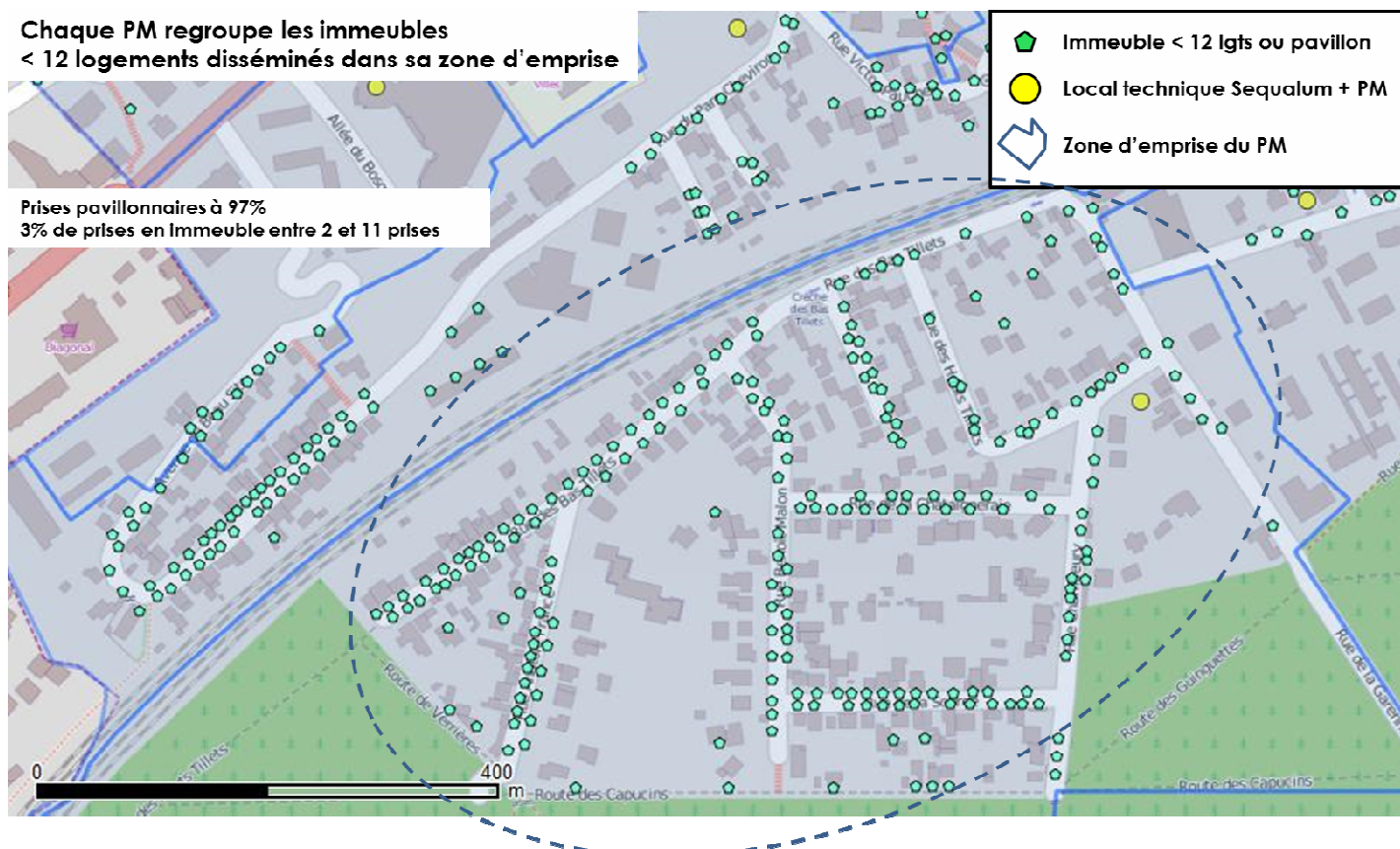
Plus précisément, l'analyse détaillée du PM présenté ci-avant nous donne :

- Nb prises de la zone arrière SRO2 : 273 prises
- Dont prises dans des immeubles de moins de 12 prises (logements ou locaux à usage professionnel) :
 - 224 immeubles/bâtiments de moins de 12 prises, dont 218 pavillons
 - 273 prises au total, soit 100% des prises de la zone arrière

Zoom sur le centre de la commune

**Chaque PM regroupe les immeubles
< 12 logements disséminés dans sa zone d'emprise**

Prises pavillonnaires à 97%
3% de prises en Immeuble entre 2 et 11 prises



Ce cas représentatif montre que toutes les prises d'une zone arrière SRO2 sont situées dans des immeubles de moins de 12 logements et qu'il serait plus efficace économiquement de les raccorder par un PM de 300 voire deux PM 150 plutôt que par trois PM 100.

La position du Département des Hauts de Seine est donc que la taille minimale du PM de 100 logements telle que préconisée par l'ARCEP n'est d'une part pas adaptée au raccordement des immeubles de moins de 12 logements sur les villes très denses du département qui requièrent des PM plus petits, et d'autre part insuffisante pour les villes alto-séquanaises à habitat mixte où une taille minimale de l'ordre de 150 logements serait garante d'une meilleure efficacité économique pour le déploiement des PM.

3. Caractère raisonnable d'une demande de fibre dédiée

L'ARCEP indique à la page 11 :

En conclusion, l'Autorité estime que les demandes de fibres dédiées dans le cas des immeubles de moins de 12 logements ou locaux à usage professionnel se situant dans les zones très denses en dehors des poches de basse densité apparaissent a priori peu raisonnables, à l'exception des cas où les points de mutualisation sont installés en pied d'immeuble, en chambre de génie civil ou en façade. Dès lors, un opérateur d'immeuble pourrait ne pas faire droit aux demandes de fibre dédiée sur des points de mutualisation en armoire.

Éléments de réponse produits par le Département des Hauts-de-Seine

Le Département ne partage pas cette approche.

En premier lieu, le Département tient à souligner qu'au-delà des modalités de déploiement et de mutualisation des réseaux de fibre optique jusqu'à l'abonné, il est soucieux de **définir l'aménagement numérique de son territoire**. Si l'efficacité économique des déploiements doit évidemment être recherchée pour permettre les déploiements des opérateurs privés, il convient de rappeler que la vision stratégique de l'aménagement numérique ne peut être mise au second plan au profit de la seule efficacité économique.

Comme c'est le cas dans les Hauts-de-Seine, une entité publique s'est saisie de la question de l'aménagement numérique, afin d'offrir un service de qualité, dans des conditions équivalentes pour les administrés des communes hyper urbaines et les administrés des communes de la périphérie.

Sequalum a ainsi proposé dès juin 2013, via une mise à jour de son offre de référence, aux opérateurs de participer aux cofinancements des déploiements verticaux sur les petits immeubles. **Aucun opérateur n'a souhaité participer au cofinancement sur ces immeubles spécifiques.**

Il convient donc de ne pas pénaliser les initiatives des collectivités qui entendent aménager leur territoire pour répondre aux contraintes des seuls opérateurs privés, qui eux entendent déployer un réseau, à leur rythme et dans les conditions qu'ils jugent satisfaisantes, c'est-à-dire sans prendre aucun engagement concret vis-à-vis des collectivités concernées.

Cela est d'autant plus possible, que c'est bien l'opérateur qui en fait la demande qui supporte seul le surcout de la fibre dédiée, en application notamment de la décision de l'Autorité concernant le règlement de différend entre Free Infrastructure et France Télécom¹.

En deuxième lieu, le Département tient à souligner **la nécessité de ne pas obérer l'avenir**. Si actuellement, l'approche française en matière d'abonnement à l'internet fixe passe par des solutions TriplePlay via une box mono-opérateur, personne ne peut affirmer que ce modèle perdurera. La récente arrivée d'un quatrième opérateur de téléphonie mobile est venue bouleverser en profondeur une situation pourtant bien établie.

¹ http://www.arcep.fr/uploads/tx_gsavis/11-0846.pdf

Comme de nombreuses collectivités publiques l'ont exprimé et comme l'Autorité l'a elle-même visé dans son projet de recommandation (« *Ce schéma présente également l'avantage de préserver l'avenir et les évolutions futures des technologies, en ce qu'il laisse ouverte la possibilité pour chaque opérateur de faire évoluer son réseau de façon indépendante* »), la mise en œuvre de plusieurs fibres optiques sur la partie terminale, entre le PBO et la PTO, autorisera la souscription de plusieurs abonnements simultanément et permettra *a minima* de diminuer les coûts de maintenance ultérieure avec une seconde fibre disponible, ce qui va dans le sens de l'efficacité économique des déploiements.

Cette recommandation, si elle était appliquée en l'état, conduirait à avoir :

- Dans les zones moins denses, un réseau bifibre qui serait favorable à la concurrence par les services
- Dans les zones très denses, selon le zonage ARCEP où la concurrence par les infrastructures s'applique, un réseau monofibre qui serait défavorable à la concurrence par les services

En effet, cela est d'autant plus important, que les débits pour le moment proposés par les opérateurs, oscillent entre 100 et 300 Mb/s pour les offres Grand public². A l'image du nouveau cycle en cours de déploiement pour les réseaux mobiles (4G), les débits proposés pour les offres fixes augmenteront dans les prochaines années. En outre, la qualité des flux TV devrait également sensiblement être améliorée. A l'heure actuelle, les flux HD ne sont pas encore généralisés et pour la plupart, toujours compressés. Pour mémoire, un flux HD non compressé nécessite une ressource de 20 à 45 Mb/s, soit pour 30 chaînes HD en comptant la TNT, 600 Mb/s à 1,3 Gb/s...

En conséquence, les équipements actuellement utilisés pour les solutions PON ne seront plus nécessairement suffisants. La seconde fibre pourrait donc être utilisée pour améliorer la qualité du service rendu :

- 1 fibre en émission + 1 fibre en réception
- 1 fibre dédiée Internet & Téléphonie + 1 fibre dédiée TV
- ...

Cette seconde fibre pourrait également être utilement mise à profit par les collectivités locales, pour la diffusion de services innovants sans nécessairement devoir souscrire un abonnement auprès d'un opérateur : TV locale, soutien scolaire à domicile, spectacles (opéra, théâtre) à domicile, maintien à domicile...

Le Département tient en troisième lieu à souligner la nécessité d'établir une cohérence des déploiements à l'échelle d'un territoire. En effet, comment expliquer à un administré ou un élu qu'à une rue près, un immeuble bénéficie de plusieurs fibres (2 voire 4 selon l'architecture retenue par l'opérateur d'immeuble) alors que l'immeuble voisin bénéficiera lui d'une seule fibre ?

S'agissant du cas particulier du territoire alto-séquanais, il convient de rappeler que le Département, a dès 2006 envisagé un déploiement homogène, respectueux des évolutions d'avenir, avec une solution bifibre. C'est pourquoi, il est primordial de laisser le soin à Sequalum d'accéder à une fibre dédiée, si elle en fait la demande.

² Si l'on ne tient pas compte de l'offre 1 Gb/s de Free, que l'Autorité a elle-même mise en doute dans son communiqué du 1^{er} octobre 2013

Cette seconde fibre **est une sujétion de service public**, tel que la Commission Européenne l'a reconnue dans sa décision du 30 septembre 2009. Il serait donc incompréhensible qu'il soit laissé le choix à un opérateur privé d'empêcher ou non, une collectivité d'œuvrer pour l'égalité de traitement de ses administrés.

Le Département des Hauts-de-Seine souhaite que la recommandation à venir n'empêche pas les collectivités d'aménager leur territoire. A ce titre, il convient que le choix d'autoriser ou non une demande de fibre dédiée, revienne non pas à l'opérateur d'immeuble, mais à une collectivité qu'il s'agisse de la commune ou d'une autorité délégante, étant entendu que c'est bien l'opérateur qui en fait la demande qui assume seul le coût de la fibre dédiée.

4. Cohérence des déploiements

L'ARCEP indique à la page 13 :

Pour ces différentes raisons, des outils permettant le partage entre les opérateurs des informations liées à ces points de mutualisation et à leur zone arrière présumée devraient être mis en œuvre le plus rapidement possible.

Éléments de réponse produits par le Département des Hauts-de-Seine

Le Département partage cette approche et tient à relever que **ces outils ne sont pas encore existants**. Cela prouve le peu d'entrain des opérateurs privés à déployer ces zones. En outre, le Département tient à rappeler, qu'*a contrario*, Sequalum a initié dès la mi-2013 des échanges réguliers avec les opérateurs pour proposer un modèle d'échanges, notamment dans le cadre de la mise à jour de son offre de référence (consultation de juin 2013).

L'ARCEP indique à la page 13 :

En conséquence, une maille d'environ 1000 logements sur un territoire continu laisse la possibilité aux opérateurs d'établir une concurrence par les infrastructures à l'échelle d'une commune tout en bénéficiant de davantage de visibilité sur la cohérence des déploiements au sein d'une maille et ainsi de mieux appréhender les superpositions de zones arrière

Éléments de réponse produits par le Département des Hauts-de-Seine

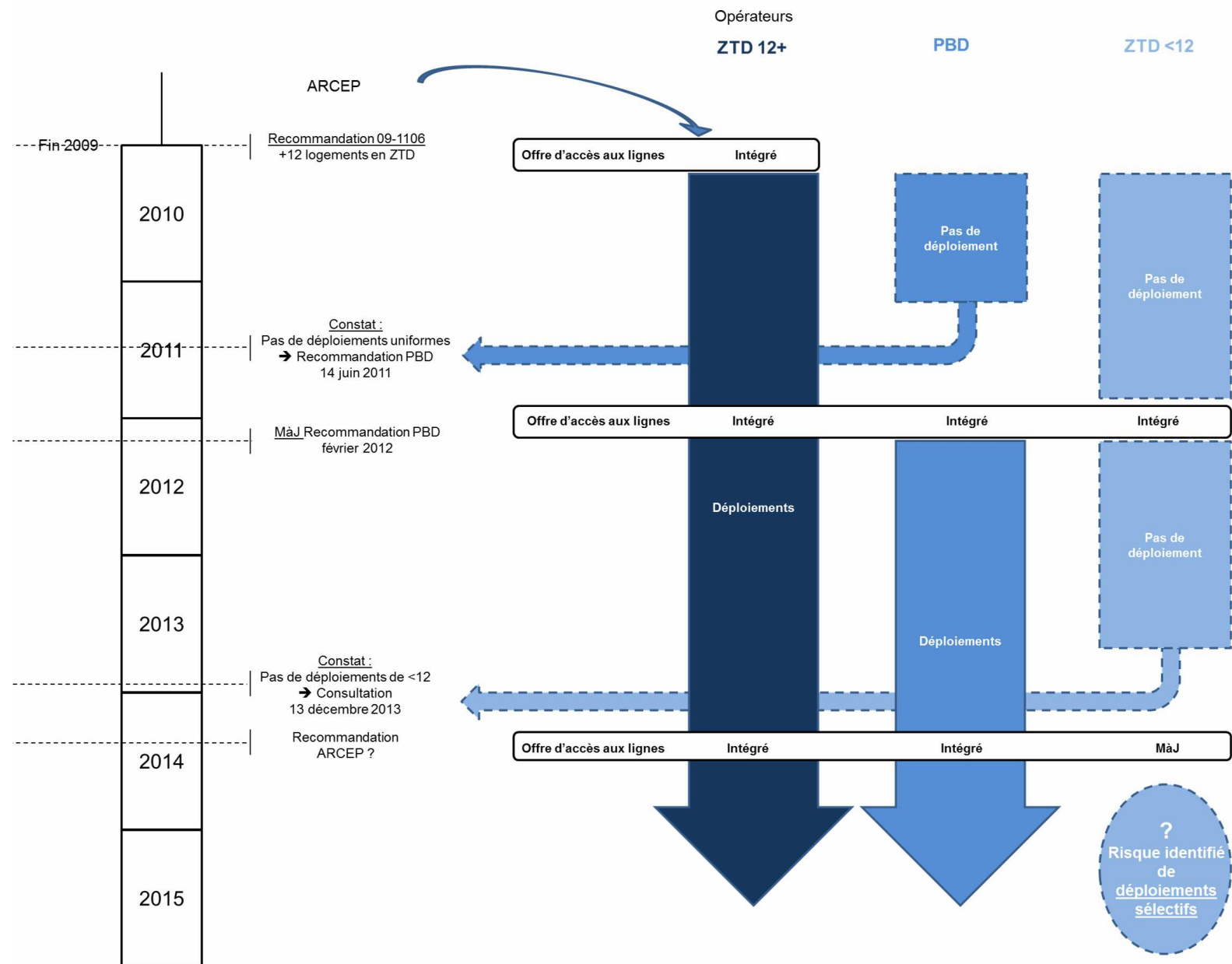
Le Département ne partage pas cette approche et identifie **un risque majeur de « mitage » du territoire**.

Dans un premier temps, il convient de rappeler que les opérateurs, s'ils ont la priorité sur les déploiements en Zone Très Dense, n'ont pris **aucun engagement de couverture, ni aucun engagement de complétude** de ces zones. C'est d'ailleurs pourquoi, à ce jour, ces zones ne sont toujours pas totalement couvertes, en raison de la présence des déploiements plus complexes et plus coûteux : les PBD et les petits immeubles.

Face à ce constat, l'ARCEP a même retiré plusieurs communes des Zones Très Denses car « *elle estimait qu'il existait un risque concurrentiel à moyen et long termes, en raison d'une faible attractivité des poches de basse densité pour une partie des opérateurs* ».

Cela vient confirmer 4 ans après la définition des ZTD, les craintes et alertes des collectivités à savoir que les opérateurs privés déploient selon un critère avant tout économique, incompatible avec les besoins d'aménagement numérique du territoire.

C'est d'ailleurs cette démarche qui a conduit l'ARCEP à **régulièrement redéfinir le sous-zonage des ZTD, en réponse au « non-déploiement » des opérateurs privés, tel que présenté ci-après :**



En conséquence, la création d'une nouvelle « sous-zone », à savoir la maille de 1000 logements, permettra uniquement aux opérateurs de sélectionner les sous-zones les plus rentables dans un premier temps et de laisser à leur sort, les autres « sous-zones » en attente d'une amélioration de l'équilibre économique de déploiement ou d'une nouvelle modification des recommandations/conditions de déploiements.

Ce risque est d'autant plus élevé, que les zones de petits habitats, qui par essence sont plus compliquées à déployer, sont dans leur majorité, desservies par des réseaux :

- moins concurrentiels : ces zones constituant pour la plupart des trous de câblages du réseau câblé, elles ne bénéficient donc pas de concurrence par les infrastructures
- plus fragiles : ces zones sont pour la plupart également déployées en aérien, ce qui rend le réseau plus sujets aux dégradations volontaires (vandalisme) ou naturelles (arbres / gel / tempêtes...)
- non évolutifs : la technologie ADSL a atteint ses limites et le VDSL2 s'il était déployé, améliorerait uniquement les lignes d'ores et déjà les mieux dotées

S'ajoute à cela, les difficultés récurrentes des opérateurs à commercialiser leurs offres FTTH, tel qu'il ressort de l'observatoire ARCEP du 3^{ième} trimestre 2013³, avec uniquement 465 000 abonnements FTTH/FTTO sur total de 2 742 000 lignes éligibles, soit 18% de taux de pénétration.

Pour conclure, le Département considère **qu'il y a un risque majeur que les opérateurs :**

- **Déploient uniquement certains PM de certaines mailles de 1000 logements**, là où l'offre ADSL est peu performante, c'est-à-dire avec une attente et une demande des clients finals pour des offres de meilleure qualité et plus riches en services, générant donc potentiellement des revenus majorés (Triple play avec bouquets payants, VOD, etc...)
- **Ne déploient pas les PM restants et les autres mailles**, là où l'offre ADSL est « suffisante », c'est-à-dire là où les clients finals sont satisfaits de leur offre et n'envisagent pas de passer au FTTH, à l'image de la faible pénétration sur le reste du territoire national

Le Département tient à attirer l'attention de l'Autorité sur **le caractère pernicieux** que pourrait avoir cette démarche. En effet, les zones pavillonnaires ont été jusqu'à présent, laissées pour compte, en matière de déploiements FTTH. C'est pourquoi, après 4 années, les clients finals sont très demandeurs mais surtout les élus communaux, relais locaux de ces demandes sont également en attente de tels déploiements. En répondant de manière ciblée à cette demande, les opérateurs pourraient, **si aucune contrainte de complétude n'était associée dans cette recommandation, créer une nouvelle zone blanche (bon ADSL mais pas de FTTH) et créer une frustration encore plus importante d'ici quelques années.**

³ <http://www.arcep.fr/?id=10295>

En outre, l'ARCEP indique à la page 13 :

Il est donc plutôt préconisé un processus de consultation préalable qui, associé à l'obligation de réaliser les travaux dans un délai de six mois à compter de la conclusion de la convention d'équipement d'immeuble, devrait permettre de réduire les situations de superposition de zones...

Éléments de réponse produits par le Département des Hauts-de-Seine

A travers ce positionnement, le Département comprend que **le seul engagement des opérateurs** porte sur le fait de réaliser les travaux sous six 6 mois après signature d'une convention. Aucun engagement de complétude de la zone arrière du PM n'est fixé pour l'opérateur de zone.

Il est important que les opérateurs s'engagent à déployer dans un délai court mais raisonnable la zone arrière du PM, c'est-à-dire le lien PM-PBO pour les pavillons ou PM-Boite en chambre pour les immeubles non-conventionnés. C'est la seule garantie pour les élus et leurs administrés que le réseau pourra être effectivement commercialisé, c'est-à-dire seul le raccordement final restant à faire. Le Département propose un délai de 6 mois, à partir du moment où le PM est installé, les PM étant par essence de petite taille.

Afin d'assurer l'aménagement numérique du territoire, il est primordial que les opérateurs s'engagent également sur **un niveau de complétude de la commune**. Cela est la **juste contrepartie de l'effort demandé aux collectivités locales** « pour trouver des locaux aptes à héberger les points de mutualisation en concertation avec les opérateurs », consentir l'implantation de mobiliers urbains sur leur voirie au détriment des espaces de circulation et enfin de l'effort d'accompagnement sollicité par les opérateurs (interlocuteur pour les travaux, accompagnement pour le conventionnement...).

S'agissant du territoire alto-séquanais, il convient de rappeler que Sequalum doit, au titre de ses obligations contractuelles, déployer le réseau dans un délai contraint, avec un contrôle fort exercé par son autorité délégante et la possibilité pour le Département d'appliquer des mesures coercitives pour le contraindre à y procéder. C'est pourquoi, il est proposé un délai raisonnable pour déployer l'ensemble des PM de zone d'une commune. Au regard des déploiements d'ores et déjà entamés depuis 2, 3 voire 4 années sur les communes des zones très denses, **il est proposé de fixer ce délai à 3 ans, afin de garantir aux communes une couverture exhaustive de leur territoire dans un délai raisonnable.**

A ce titre, il convient de rappeler que dès le départ, le Département a maintenu une exigence de complétude à la maille communale au regard de l'architecture NRO-SRO1-SRO2 du réseau, tel que ressort sur les cartes précédentes. Le fait d'implanter un ou deux PM (75 ou 150 prises selon la typologie), à l'emplacement des SRO2, **apporte donc la garantie pour la commune de conserver à terme la complétude et la cohérence des déploiements FTTH sur son territoire.**

Ensuite, afin d'éviter la « non-commercialisation faute de convention d'opérateur d'immeuble », il est également nécessaire que **les opérateurs s'engagent à formellement solliciter les copropriétés** pour qu'elles inscrivent la signature de la convention FTTH à l'ordre du jour d'une prochaine AG. Par exemple, la prochaine AG directement après la déclaration d'ouverture commerciale du PM. Cette démarche sera la garantie pour les élus que les opérateurs ne concentrent pas leurs efforts sur les plus gros immeubles (~10 / 11 logements) mais également un moyen pour les opérateurs de solliciter l'appui des élus, pour convaincre les copropriétés. Là encore, cette démarche s'inscrit dans une logique partenariale gagnant-gagnant.

Ces engagements bénéficieront en premier lieu à l'opérateur d'immeuble, qui disposera ainsi rapidement d'une commune entièrement couverte s'agissant des petits immeubles. Outre l'effet d'entraînement attendu pour la commercialisation des offres FTTH, cela devrait également créer un effet d'entraînement au niveau des grands immeubles qui n'ont pas encore signé de convention FTTH.

Dernier point, afin de crédibiliser ses engagements, il est impératif que l'opérateur qui se déclare pour être opérateur de zone, propose à la collectivité des pénalités associées au non-respect de ses propres engagements. Tel que rappelé précédemment, le THD est enjeu majeur pour le développement et la compétitivité de notre territoire. Les collectivités ne peuvent pas uniquement se contenter d'intention ou d'engagement de la part des opérateurs privés.

Dans le cas particulier d'un délégataire de service public, il convient de rappeler que celui-ci est déjà contraint par ses engagements contractuels et les mesures coercitives applicables par son autorité délégante. S'agissant tout particulièrement de THDSeine, l'application de nouvelles pénalités n'apporterait aucune nouvelle garantie aux communes, le délégataire Sequalum étant déjà engagé à couvrir 100% du territoire et à répondre à toutes les demandes de raccordement émanant d'Usager du réseau. En revanche, il n'y a pas de raison d'exclure les futurs délégataires de service public de ce dispositif, ce dernier sera en effet pris en compte lors de la négociation de leur délégation.

C'est pourquoi, le Département souhaite que la consultation soit **maintenue, mais à la maille de la commune**. Ensuite, il est primordial que les opérateurs qui se positionnent pour le déploiement d'un ou plusieurs PM prennent **de véritables engagements de couverture**, à savoir :

- Etude d'implantation à la maille de la commune avec planning de réalisation
- Engagement ferme de complétude de la maille communale sous 3 ans
- Engagement ferme de complétude à la maille d'un PM sous 6 mois, une fois le PM installé
- Obligation de saisir l'ensemble des copropriétés ou des bailleurs/gestionnaires, dans ce délai de 3 ans, pour faire inscrire au moins 1 fois en AG le choix d'un Opérateur d'immeuble
- Pénalités associés à ces engagements, de nature à crédibiliser la démarche de l'opérateur non délégataire de service public à la date des présentes,

En outre, l'ARCEP indique à la page 14 :

Il est ainsi recommandé que l'opérateur d'immeuble qui prépare un projet de desserte des immeubles de moins de 12 logements en zones très denses consulte les acteurs concernés c'est-à-dire a minima :

- ☐ *les opérateurs présents sur la liste prévue par l'article R. 9-2 du CPCE ;*
- ☐ *les opérateurs d'immeubles ayant publié une offre d'accès pour les immeubles de moins de 12 logements en zones très denses ;*
- ☐ *la ou les communes desservies par la ou les zone(s) arrière de point(s) de mutualisation ;*
- ☐ *la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales portant un schéma directeur territorial d'aménagement numérique tel que défini à l'article L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) lorsque celui-ci existe ;*
- ☐ *le cas échéant, le groupement de collectivités territoriales compétent au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT.*

Éléments de réponse produits par le Département des Hauts-de-Seine

Le Département tient à rappeler que plusieurs collectivités sont compétentes au titre de l'article L. 1425-1 du CGCT, sans nécessairement avoir eu besoin de constituer un groupement spécifique, c'est notamment son cas, avec la particularité supplémentaire que l'existence du projet THDSeine l'a amené à ne pas élaborer de SDTAN.

Or la rédaction proposée, qui ne mentionne que les groupements de collectivités ; reviendrait à exclure une collectivité exerçant seule cette compétence (Département et/ou Région), le Département propose donc, afin de lever toute ambiguïté, que le dernier point soit rédigé comme suit :

- le cas échéant, **la collectivité territoriale ou le** groupement de collectivités territoriales compétent au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT.